

## Questions orales

**M. Gillespie:** J'ai déjà indiqué à plusieurs reprises que nous procédons à des consultations régulières et continues avec les présidents des entreprises de fabrication automobile de notre pays. L'un des problèmes dont j'ai parlé avec les présidents est exactement celui que vient de soulever le député—le besoin de nouveaux investissements au Canada. C'est pourquoi j'ai été très heureux ce matin quand la Société Chrysler a annoncé la construction à Windsor d'une nouvelle grosse usine de production de véhicules commerciaux.

\* \* \*

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

## LA POLITIQUE CANADIENNE À L'ÉGARD D'ISRAËL ET DES ÉTATS ARABES

**M. John A. Fraser (Vancouver-Sud):** J'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, monsieur l'Orateur. Elle découle des efforts que font les pays arabes producteurs de pétrole pour faire accepter de force leurs exigences à l'égard Israël en refusant de livrer du pétrole aux pays amis d'Israël, bien que ces pays souhaitent peut-être entretenir des relations amicales avec les pays arabes. Le secrétaire d'État peut-il nous dire si cette décision a entraîné d'une façon ou d'une autre le Canada à modifier sa position à l'égard d'Israël ou des pays arabes producteurs de pétrole?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** La réponse à cette question est non. Depuis que j'ai pris la parole à la Chambre le 16 octobre, la politique du gouvernement n'a absolument pas changé en raison de pressions exercées par les États arabes ou autres.

**M. Fraser:** Le ministre peut-il nous assurer que tout en admettant que certains différends doivent être réglés entre Israël et les pays arabes, le Canada continue sans équivoque d'appuyer le droit d'Israël à exister à l'intérieur de frontières sûres et reconnues?

**M. Sharp:** Oui, monsieur l'Orateur. Le droit d'Israël à exister à l'intérieur de frontières sûres et reconnues est fondamental à la politique du Canada en ce qui concerne le Moyen-Orient.

\* \* \*

## L'INDUSTRIE

## L'AUTOMOBILE—LES DÉMARCHES AUPRÈS DES COMPAGNIES AU SUJET DU MAINTIEN DE PRIX CONCURRENTIELS

**M. Terry O'Connor (Halton):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné que les statistiques comparables sur les importations des pays étrangers autres que les voitures importées des États-Unis aux termes de l'Accord sur les produits de l'automobile font état d'un déficit de 373 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'année, le ministre envisage-t-il des

démarches analogues à celles de l'an dernier auprès des fabricants pour maintenir les coûts le plus bas possible afin que les voitures nord-américaines soient dans une meilleure position face à la concurrence des produits étrangers?

**L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Je tiens tout d'abord à préciser, au sujet du déficit, qu'il faut s'attendre à des fluctuations annuelles: nous devons parfois faire face à un déficit et c'est parfois le contraire. Une autre point, très important me semble-t-il, est que l'engagement que j'ai obtenu des fabricants portait non seulement sur la production de 1973 mais aussi sur celle de 1974, et je m'attends à ce qu'ils respectent leurs engagements; toute augmentation de prix qui aura lieu au Canada comblera l'écart.

**M. O'Connor:** Le ministre peut-il nous dire si on a fixé une date pour la reprise des négociations avec les Américains au sujet de l'Accord sur la production automobile, car les délais se sont succédés au cours de la dernière année?

**M. Gillespie:** Nous sommes disposés à rencontrer les autorités américaines en tout temps.

**M. O'Connor:** La réponse est non, par conséquent.

## LE RÔLE DU MINISTÈRE DANS L'IMPLANTATION PAR CHRYSLER D'UNE NOUVELLE FABRIQUE DE CAMIONS À WINDSOR

**M. Mark MacGuigan (Windsor-Walkerville):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le ministre de l'Industrie et du Commerce. Elle découle de la bonne nouvelle annoncée ce matin par Chrysler...

**M. Bell:** Restez-en à l'espionnage électronique.

**M. MacGuigan:** ... de l'implantation d'une nouvelle fabrique de camions légers à Windsor. Étant donné que l'annonce faite par la presse faisait état du rapport production-ventes prévu par l'accord sur l'automobile, le ministre peut-il nous dire quel rôle lui-même ou son ministère ont joué dans cette prise de décision?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Pour ce faire il faudrait que le ministre en revienne à l'appel des motions.

**M. Bell:** C'est un cas de force majeure.

\* \* \*

## L'ASSURANCE-CHÔMAGE

## LA SITUATION BUDGÉTAIRE DE LA COMMISSION EN 1973

**M. Bill Frank (Middlesex):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Étant donné que le budget du siège de la Commission d'assurance-chômage est passé de six millions de dollars en 1972 à 17 millions en 1973—ces chiffres correspondant au premier semestre de ces deux années—le ministre peut-il nous dire s'il prévoit que cette accélération alarmante se poursuivra pendant le reste de cette année?